

Art. 19 Arrêté royal d'exécution de la loi du 24 mars 1999 réglant les relations entre l'autorité et les syndicats du personnel de la police.

Le ministre ou son délégué autorisé préside conjointement le comité de négociation avec le ministre de la Justice ou son délégué autorisé, selon les modalités qu'ils auront établies.

Art. 27 Arrêté royal d'exécution de la loi du 24 mars 1999 réglant les relations entre l'autorité et les syndicats du personnel des services de police.

§ 1er Le ministre ou son délégué autorisé préside conjointement avec le ministre de la Justice ou son délégué autorisé le Comité supérieur de concertation, selon les modalités qu'ils établissent.

§ 2. la délégation gouvernementale est composée de dix membres au maximum, désignés conjointement par les ministres visés au § 1er parmi les personnes habilitées, à quelque titre que ce soit, à engager les pouvoirs publics concernés.

La délégation de l'autorité peut être accompagnée d'experts. En ce qui concerne les compétences visées à l'article 26, le conseiller de prévention chargé du service interne de prévention et de protection est membre de droit du Comité Supérieur de Concertation.

Ce qui est important dans ces textes, c'est que le ministre peut être remplacé par le délégué autorisé.

Il convient donc de noter qu'il est désormais exceptionnel que la loi prévoie la présence du ou des ministres en première instance.

Si le ministre souhaite faire appel à un délégué autorisé par le ministre, cela devra être inclus dans un acte administratif.

Cet acte devra préciser qui est nommé. Pourquoi cette personne est nommée. Le mandat devra également être clairement défini.

La désignation du DÉLÉGUÉ autorisé aura donc pour objet sa délégation et celle-ci doit faire l'objet d'un acte administratif UNIQUE distinct.

En conséquence, la délégation nécessite un mandat préalable et écrit qui doit permettre de contrôler l'autorité du délégué.

Ce contrôle est un droit pour les organisations syndicales, maintenant que leur interlocuteur est changé en personne, mais cela ne doit pas être en substance. Cette garantie doit être donnée par l'acte administratif !

Ce mandat doit donc faire l'objet d'un acte juridique distinct et motivé !

La législation stipule (Loi du 29 juillet 1991, concernant la justification explicite des actes administratifs) :

Art. 2 Les actes administratifs des conseils visés à l'article 1er doivent être explicitement motivés.

Art. 3 La justification imposée doit indiquer dans l'acte les considérations de droit et de fait qui sous-tendent la décision. Elle doit être concluante.

Les articles 2 et 3 de la loi imposent l'obligation de motiver expressément et adéquatement l'acte administratif. Les considérations factuelles et juridiques qui ont conduit aux décisions doivent être énoncées dans l'acte lui-même.

Une simple justification formelle n'est pas suffisante. Les motifs réels doivent être inclus de manière claire, précise, véridique et concluante dans le corps de la décision.

Les interlocuteurs propres à la législation précitée connaissent ici la qualité de "gouverné". A ce titre, il doit pouvoir en connaître les motifs dans l'acte de délégation/décision de mandat, sans avoir à consulter le dossier administratif, le cas échéant. Une simple référence ou énumération est insuffisante !

Il convient de noter qu'aucun document probant n'est produit pour justifier la justification discutable de la désignation pour mettre en œuvre les articles cités ci-dessus.

Alors que, deuxièmement, l'obligation substantielle de motivation implique que tout acte administratif doit être étayé par des raisons soutenables fondées sur une base factuelle solide et qui, en droit et en fait, peuvent raisonnablement conduire à la décision contestée. Ceci est également requis par le devoir de diligence.

En revanche, toute décision d'un gouvernement diligent devrait être fondée sur des motifs pertinents ;

Considérant que tout acte administratif relevant de la loi sur la motivation formelle doit être expressément justifié sur la base de motifs pertinents, corrects et pertinents, l'acte lui-même devant énoncer les considérations de droit et de fait qui sous-tendent la décision, et seuls ces motifs pouvant être pris en compte.